

**LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À LA TARIFICATION
DE L'ACCÈS AUX RÉSEAUX TRÈS HAUT DÉBIT EN
FIBRE OPTIQUE DÉPLOYÉS PAR L'INITIATIVE
PUBLIQUE**

CONSULTATION PUBLIQUE

RÉPONSE DE TOURAINE CHER NUMÉRIQUE

Préambule

L'ARCEP a mis en consultation publique ouverte du 6 octobre au 6 novembre 2015 un projet de « Lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique ».

Le présent document représente la contribution du syndicat mixte ouvert Touraine Cher Numérique à cette consultation.

Touraine Cher Numérique regroupe la Région Centre Val de Loire, les Départements du Cher et de l'Indre-et-Loire et les communautés de communes de ces deux départements. Ses missions concernent le suivi et la mise en œuvre des SDTAN sur un territoire représentant environ 900 000 habitants, et 260 000 prises FTTH à construire hors zone AMII. Touraine Cher Numérique a acquis un premier retour d'expérience concret avec la construction de 6 000 prises FTTH en zone rurale.

Touraine Cher Numérique mène depuis juillet 2014 une procédure de délégation de service public en affermage, qui devrait aboutir dans les prochains mois. Dans ce cadre, nous avons réalisés des échanges approfondies avec plusieurs opérateurs de RIP.

Soutien aux réponses collectives

Touraine Cher Numérique s'inscrit pleinement dans les réponses apportées d'une part par l'AVICCA et d'autre part par la plate-forme commune élaborée par les opérateurs aménageurs et exploitants de RIP.

Compte tenu de l'importance de cet écosystème des RIP dans le déploiement du très haut débit en France, Touraine Cher Numérique espère que l'ARCEP tiendra compte des fortes préoccupations exprimées.

En complément des éléments apportés par ces réponses collectives, Touraine Cher Numérique souhaite faire part à l'ARCEP de quelques éléments d'analyse sur certains points spécifiques de la consultation.

Comparaison entre zones d'initiative publique et zones d'initiative privée

Touraine Cher Numérique s'étonne du raisonnement de l'ARCEP qui semble considérer que les zones d'initiative publique et privée sont semblables, et à ce titre que les analyses valables sur la zone privée doivent l'être sur la zone publique. Les points suivants nous semblent notamment devoir être pris en compte :

- Les architectures et les coûts de déploiement sont en constante évolution. La « vérité » des coûts est donc une notion très relative ! Citons trois exemples :
 - En zone privée, Orange est actuellement en cours de réflexion pour modifier son architecture et augmenter le nombre de fibres déployées afin d'être en mesure de proposer des offres de type FTTE sur BLOM. Une telle modification aura forcément des impacts sur les coûts globaux de déploiement.
 - Dans une très grande majorité des cas, seuls les déploiements en souterrain ont pour l'instant été réalisés en zone privée. C'est notamment le cas à Bourges où sur les deux premiers lots de déploiement, environ 10 000 prises ont été déployées depuis 2 ans, uniquement en souterrain, alors que l'aérien représente environ 25% du périmètre des deux lots.
 - Les architectures techniques, malgré les nombreux travaux d'harmonisation et de standardisation en cours, restent diverses et devraient continuer à évoluer. À titre d'exemple sur la zone arrière de NRO, les « exigences » pour l'architecture d'un RIP sont passées en 2 ans de « des NRO de 5 000 prises maximum avec une distance NRO-PTO inférieure à 10 km » à « des NRO d'au moins 1500 prises avec une distance NRO-PTO si possible inférieure à 16 km ».
- Les stratégies des acteurs présents en zone privée (principalement Orange et Numéricâble, avec une logique d'intégration verticale d'une part et de maîtrise de réseaux concurrents d'autre part) sont fondamentalement différentes des acteurs présents en zone publique (principalement des opérateurs neutres de gros, non intégrés, maîtrisant uniquement le réseau FTTH).
- Il n'existe pas d'offres activées en zone privée. Or, il en existe en zone publique. Pourquoi ne pas examiner les offres existantes plutôt qu'imaginer des tarifs à partir d'offres qui n'existent pas ?
- Nous partageons naturellement l'objectif de standardisation des tarifs de gros pour faciliter la venue d'opérateurs de détail d'envergure nationale sur les RIP. Pour autant, compte tenu des stratégies de ces acteurs, qui n'ont aucun intérêt à court terme au déploiement du très haut débit sur la majorité des zones publiques, il nous semble extrêmement dangereux de baser l'ensemble de l'analyse sur ce seul objectif.

Principes tarifaires applicables aux RIP

Les éléments suivants nous semblent discutables :

- Les éléments de coûts proposés par l'ARCEP pour les offres activées ne sont pas suffisamment détaillés pour apparaître comme pertinents. À l'inverse, l'ensemble des acteurs qui commercialisent ce type d'offres fournissent des coûts inférieurs aux estimations de l'ARCEP. À titre d'illustration, dans le cadre des offres reçues pour notre DSP d'affermage, le tarif cible moyen de la ligne activée (hors raccordement et collecte national) est d'environ 16 €.
- La notion de « ligne activée » avec un tarif unique ne semble pas pertinente. En effet, en fonction des choix techniques retenus, la ligne activée ainsi vendue sera en capacité de supporter des services de détail plus ou moins élaborés (débits montants entre 100 Mbps et 500 Mbps, débit descendant entre 100 Mbps et 1 Gbps, débits garantis en tout ou partie, qualité de service...). Par conséquent, un coefficient de modulation du tarif de base pourrait être prévu pour tenir compte des caractéristiques du service activé commercialisé.
- En cas de déséquilibre économique d'un RIP, l'analyse de l'ARCEP indique qu'il faudrait moduler les tarifs à la hausse. Cela méconnaît la réalité des plans d'affaires des RIP, dans laquelle la variable principale en termes de recette n'est pas majoritairement le prix de vente unitaire, mais bien le taux de pénétration. Or une augmentation inadaptée des tarifs aurait pour conséquence une baisse du taux de pénétration et par conséquent une aggravation de l'équilibre économique. Le « remède » serait donc pire que le mal...

Modalités transitoires

Compte tenu des nombreuses évolutions encore en cours dans le domaine et des incertitudes sur les stratégies à court ou moyen terme des opérateurs d'envergure nationale, la proposition de création de modalités transitoires apparaît comme une bonne solution.

En ce qui concerne la phase de lancement des réseaux, il nous semble par contre indispensable :

- D'étendre la durée de la période transitoire :
 - Compte tenu de l'ouverture échelonnée des différentes plaques et des éventuelles priorités de départ mises sur les zones à mauvais débit, la notion de taux de pénétration ne paraît pas être pertinente, ce taux pouvant varier très fortement d'une plaque à l'autre et donc d'une année sur l'autre.
 - La notion de durée apparaît donc comme plus pertinente, mais 2 ans à partir de la première commercialisation n'est pas suffisant. À titre d'illustration, 2 ans après la première commercialisation du réseau construit par Touraine Cher Numérique, le réseau pourrait comporter entre 10 000 et 20 000 prises raccordables, avec une cible de 140 000 prises au bout de 7 ans. Dans ces conditions, la période transitoire devrait plutôt s'entendre sur une période d'au moins 5 ans.
- De prévoir une amplitude de modulation des tarifs plus importante.